

## "Le salut viendra nécessairement d'une intensification agroécologique..."

L'agriculture est au cœur des enjeux de résilience de la région ouest africaine face au changement climatique, de par son fort potentiel en matière d'adaptation et d'atténuation. Mais elle est aussi très vulnérable aux mutations environnementales, et contribue elle-même à la pression et à la dégradation des ressources naturelles. Comment cette tension se traduit-elle et quels freins ralentissent l'intégration de ces enjeux ? Quelles pistes de transition promouvoir ?

**Grain de sel (GDS) :** Pourquoi cette tension agriculture-environnement est-elle problématique et comment se matérialise la concurrence entre objectifs de développement agricole et enjeux environnementaux en Afrique de l'Ouest ?

**Abdoulaye Mohamadou (AM) :** Les raisons de cette tension sont multifactorielles. D'une part, la sécurité alimentaire est loin d'être atteinte dans la région. L'agriculture y occupe pourtant plus de la moitié de la population, dans certaines régions cela monte jusqu'à 80 % de la population. Les systèmes alimentaires sont sous tension, entre une demande alimentaire qui augmente, tout comme la compétition pour les ressources et la terre, et une concurrence croissante avec les produits alimentaires importés. La région ouest-africaine possède des écosystèmes naturels très fragiles qui sont déjà impactés fortement par le changement climatique (p. 6), ce qui renforce les tensions.

**Kako Nubukpo (KN) :** Au Nord comme aux Suds, l'agriculture conventionnelle est en tension avec l'environnement. La plus grande vulnérabilité des sols "tropicaux" renforce la problématique en Afrique. Néanmoins, la plupart des paysans et paysannes - j'y inclus le secteur de l'élevage -, ont toujours peu accès, faute de moyens, aux engrais, et de façon croissante aux produits agrochimiques (p. 46) et à la mécanisation promue depuis la colonisation. Les dégradations sont définitivement moins graves que dans les zones de révolution verte comme l'Inde ou l'Afrique de l'Est, sans résultats probants de ce modèle par ailleurs. Il faut cependant réussir à éviter les dégradations futures, tant pour la production que pour le climat et pour la paix continentale. Les conflits en cours au Sahel prennent racine dans des tensions pour l'espace et les

ressources, mais aussi dans la pauvreté massive de ces populations oubliées de l'histoire des ajustements structurels et d'un néolibéralisme prédateur.

**IL FAUT, POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT, RÉUSSIR À CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LA PAYSANNERIE**

**AM :** L'enjeu de la productivité agricole est central à mon sens. Dans ce contexte de concurrence pour les ressources, il arrive souvent que la seule solution pour les populations rurales soit de défricher. Produire plus et mieux est une priorité, car étant donné la vulnérabilité de la paysannerie, je ne vois pas comment on pourrait les empêcher de défricher, s'ils ne peuvent recourir aux jachères faute de terres ni à l'agroécologie faute de compétences et d'environnement porteur. Ce serait condamner leur stratégie de survie. Un jour dans un village je demandais : "Qu'est-ce qu'on considère comme pauvre ici ?" Ils m'ont répondu : "Le pauvre, c'est la personne qui n'a pas de champ, qui ne produit rien et qui, le matin, est obligé de prendre sa hache pour aller couper les arbres et en vendre le bois". Il faut, pour protéger l'environnement, réussir à créer des opportunités pour les paysans.

**KN :** Je suis d'accord. Aujourd'hui, la productivité brute en Afrique subsaharienne reste globalement faible : 500 kg à 1 tonne par hectare en cultures pluviales dans des exploitations le plus souvent de moins de deux hectares quand il faut un minimum de 200 à 250 kg de céréales par personne pour survivre. L'agriculture fait d'autant moins vivre ses actifs et actives que la priorité donnée à la stabilité politique des villes a ouvert la porte aux importations alimentaires massives, au coût croissant et qui, comme l'aide alimentaire, entrent en concurrence avec les productions locales. Dans un contexte mondial de raréfaction et de coût prohibitif des énergies fossiles et de tous les produits et matériels agrochimiques qui les consomment, le salut productif et environnemental ne viendra pas d'une intensification agrochimique mais nécessairement d'une intensification agroécologique (p. 13 ; 46).

**GDS :** Quels sont les principaux freins à une meilleure intégration de ces deux secteurs ?

**AM :** Historiquement, les questions environnementales et agricoles ont fait l'objet d'approches sectorielles différentes, ce qui pose problème pour traiter ces enjeux de façon transversale dans un contexte où l'on cherche à promouvoir l'agroécologie. La volonté politique d'intégration est affichée, mais soit elle manque de financements, soit, quand il y en a, l'opérationnalisation reste problématique, la gouvernance ne fonctionne pas. Les politiques environnementales ont pris de l'ampleur à partir des années 1970-1980, emmenées par le phénomène de désertification (p. 21). Heureusement, depuis les années 1990, on observe que les politiques ont mis l'accent sur une plus grande implication des populations dans la gestion des ressources naturelles, différents concepts ont émergé

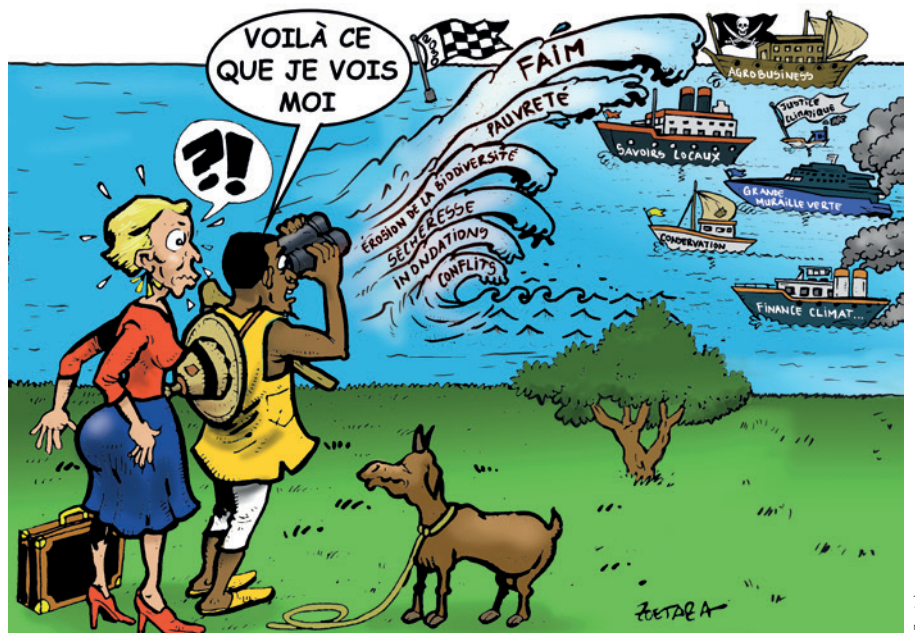
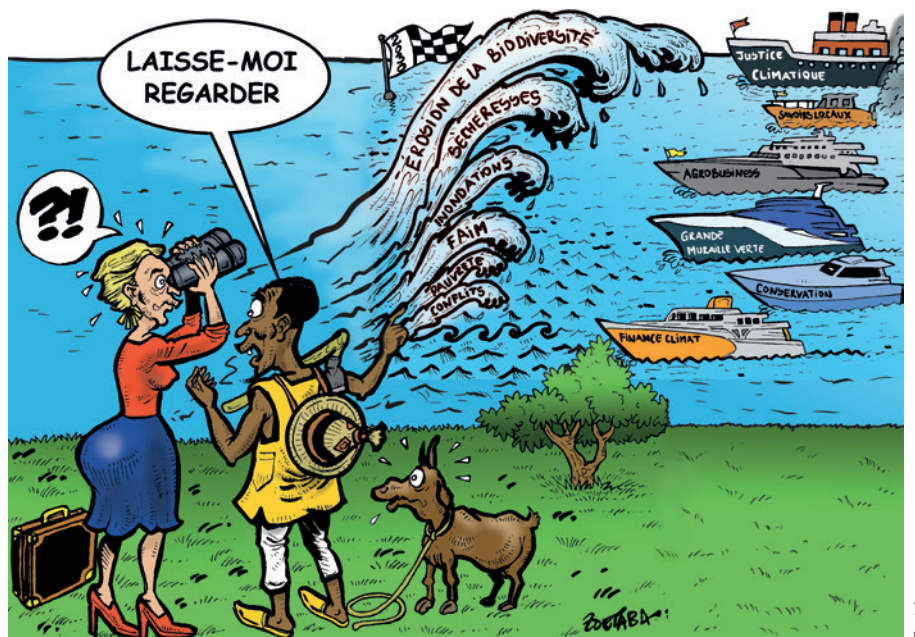
# REGARDS CROISÉS

autour de la gestion des territoires, et l'agriculture n'est plus entièrement considérée comme seulement dévoreuse d'espaces, mais comme une alliée potentielle de l'environnement (agroforesterie, agroécologie, préservation de la biodiversité...). Mais certaines conceptions sont ancrées et difficiles à transformer : la concurrence croissante entre agriculteurs et éleveurs en est un exemple (p. 49). Aujourd'hui, les organisations régionales sont alignées sur une stratégie climat commune. La Stratégie Régionale Climat de la CEDEAO, mise en œuvre cette année contribue à la mise en œuvre de la Stratégie de l'Union Africaine sur le changement climatique (2020-2030), elle s'inscrit pleinement dans le cadre de l'Accord de Paris (p. 5). Les visions stratégiques sont alignées et la détermination est commune.

**KN :** Intégrer les enjeux agricoles et environnementaux suppose d'enfin mettre en place une protection commerciale des productions paysannes, et donc des revenus paysans contre les importations massives, ainsi qu'un filet de protection alimentaire transitoire des habitants pauvres des villes. C'est-à-dire viser la souveraineté agricole et alimentaire. Il faut pour cela une volonté politique résolue et un investissement public fort dans l'éducation et la formation. Pour ce faire, l'accès paysan au foncier doit être sécurisé, négocié et organisé partout de manière appropriée aux usagers de chaque territoire pour des interactions réciproques bénéfiques. Ce grand défi peut être résolu en se fondant à la base sur des traditions collectives persistantes et sur une gestion des communs telle que l'a théorisé Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009. Rien de tout cela ne se fera rapidement, il y a pourtant urgence. Il nous faut contribuer à la préservation du climat et de la biodiversité pour l'ensemble de la planète. L'humanité compte sur nous, africains et africaines, et notre sobriété, mais les pays pollueurs tardent à nous indemniser pour les dommages causés par leurs trajectoires de développement (p. 31) et à nous rémunérer pour les services environnementaux non marchands que nous, et notamment nos paysans et paysannes rendons au monde en ne rasant pas nos forêts pour produire plus et souvent survivre.

## GDS : À l'échelle internationale justement, qu'est-ce qui résiste ?

**KN :** Si la prise de conscience des interactions entre enjeux agricoles et environnementaux est réelle au plus haut niveau africain, les réponses et les solutions envisagées ne sont pas au niveau ni à l'échelle. L'Union Européenne (UE) impose une plus grande ouverture à travers ses Accords de



Partenariat Économique avec un chantage à peine masqué à l'Aide au développement, nous résistons avec peine. L'Union africaine rêve d'une zone de libre-échange continentale à l'instar de l'UE alors qu'aucune des bases ne sont réunies pour en profiter mais tout est fait pour s'ouvrir davantage, dans un troc de ressources minières - pourtant encore peu valorisées sur le continent - contre des biens et services peu chers mondialisés pour les classes moyennes des villes. Nos élites formées aux meilleures sources occidentales sont maintenant coachées par des

cabinets de conseils bien-pensants du Nord, qui croient encore à "l'agrobusiness" et aux vertus d'investisseurs privés à qui l'on confie des territoires entiers en faisant déguerpir les paysans locaux. C'est un véritable changement de paradigme qu'il faut entamer avec la révolution écologique : réinterroger les récits fondateurs (p. 8), les rapports des sociétés avec leurs mythes, leurs spiritualités, leur cosmogonie (p. 5). Aujourd'hui, personne ne proteste plus vraiment contre la substitution des fonds verts aux fonds d'Aide Publique au Développement, fonds

## NOUS SOMMES DANS DES SÉQUENCES HISTORIQUES DIFFÉRENTES PAR RAPPORT AUX QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES, AUX MODES DE CONSOMMATION

verts (p. 26) qui devaient en 2020 doubler l'APD promise. Les États vulnérables ont enfin réussi à inscrire les pertes et dommages (p. 31) dans l'Accord final de la COP27, mais il est probable que ça ne soit pas du tout à la hauteur pour répondre au désastre déjà à l'œuvre...

**AM :** Effectivement, l'exemple des pertes et préjudices illustre bien les décalages de vision et de représentation à l'œuvre. C'est lié en grande partie au fait que nous sommes dans des séquences historiques différentes par rapport aux questions environnementales, aux modes de consommation. En Europe aujourd'hui, on observe une forte montée en puissance des questions d'alimentation durable, du bio, du retour à la Nature nécessaire. Les perceptions sont différentes ici, et les débats très difficiles autour des questions d'exploitation des ressources naturelles comme le gaz, le pétrole, qu'évidemment, les pays africains ne peuvent pas laisser de côté quand il s'agit de développer leurs économies. Les injonctions sont souvent perçues comme des injustices et cristallisent les débats.

**GDS:** *En matière de soutien à l'adaptation de l'agriculture familiale, y a-t-il un décalage entre les objectifs et la mise en œuvre effective ? Quelles solutions de transitions promouvoir et quels moyens mobiliser ?*

**AM :** Les études que mène le CILSS ont montré qu'investir dans la gestion durable des terres et l'agriculture durable est très rentable. Une des contraintes principales reste la faible capacité financière des agriculteurs. Est-ce que les politiques et programmes mis en œuvre ont permis d'inverser les tendances ? C'est difficile à dire, même si on note quelques réussites. L'approche projet pose notamment problème : paradoxalement, beaucoup d'ini-

tiatives se qualifient "d'approches participatives" mais concrètement, lorsque le projet arrive avec son cadre logique, c'est difficile de le changer. Un exemple : quand j'étais à l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger, il y avait un projet de recherche et développement portant sur la gestion de la fertilité des sols. Après avoir terminé les diagnostics, le document de projet a été soumis à un partenaire et a été accepté. Entre-temps, la pomme de terre, qui n'était pas prévue initialement dans les spéculations encouragées, avait pris un essor important sur les marchés locaux. Le chef de village m'avait alors interpellé : "Si vous ne mettez pas la pomme de terre dans votre projet, il ne plaira pas aux paysans." Après consultation des membres de mon équipe, la plupart y étaient opposés, parce que ce n'était pas prévu dans le cadre logique. Pourtant, on se doit d'avoir une approche sciences-sociales et du bon sens : on ne peut pas collaborer avec eux sans tenir compte de leurs priorités. Les paysans ont une grande faculté d'adaptation de leurs cultures aux besoins et demandes du marché, même si ça reste toujours risqué pour eux. Si la demande en légumineuses est forte par exemple, ils n'auront pas de mal à s'y mettre. Le problème est qu'actuellement au niveau régional, on manque beaucoup d'industries de transformation, donc sur tout un tas de produits locaux, les producteurs ne peuvent pas tirer de valeur ajoutée. Rendez-vous dans un supermarché, vous constaterez que le rayon "produits locaux" est marginal, comparable à ce que pourrait être un rayon "exotique". Heureusement ça progresse.

**KN :** Les marges de manœuvre des paysans et des éleveurs sont aujourd'hui extrêmement faibles, et c'est très inquiétant étant donné la taille des enjeux liés à la transition écologique. Il y a un décalage en matière de soutien à l'agriculture familiale durable entre des objectifs toujours élevés et une mise en œuvre timide, dispersée, et contradictoire. On voit se développer aujourd'hui des mécanismes comme les assurances climatiques, mais à mon sens la priorité serait d'abord de renforcer la vulgarisation agricole, le conseil, le crédit... il y a bien d'autres préalables en matière de soutien public à mettre en place. Même des projets emblématiques comme la Grande muraille verte (p. 55), initiative africaine qui bénéficie d'une bonne image et qui pourrait créer des dynamiques vertueuses, n'arrive pas à se mettre à l'échelle, ni en Afrique de l'Ouest, ni dans la bande sahélienne. La financiarisation de l'environnement est relativement peu développée en Afrique, et ce d'autant moins que les services écosystémiques aujourd'hui rendus par nos territoires sont considérés depuis vingt ans comme normaux et gratuits, c'est-

à-dire appropriés comme des "biens publics mondiaux". Cela doit naturellement changer. Rémunérer au niveau international les services environnementaux rendus par les travaux de nos paysanneries en pratiquant des agricultures et élevages rémunérateurs relevant de l'agroécologie est la meilleure façon - sine qua non probablement - de leur permettre cette radicale transition écologique. Nos sociétés de plus en plus urbaines devront le comprendre. À nous, africaines et africains, de convaincre. ■

**Abdoulaye Mohamadou**



Secrétaire Exécutif du CILSS et Enseignant Chercheur

**Kako Nubukpo**



Commissaire du Togo en charge du département de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement, UEMOA

Propos recueillis par Alexandra Quet-Viéville

**EN SAVOIR PLUS :**

Elinor Ostrom, *La Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles* ["Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action"], De Boeck, 2010, 300 p.